



Accueil > Monde

# Les fantômes du peuple grec

FABIEN PERRIER CORRESPONDANCE À ATHÈNES 5 JUILLET 2015 À 21:06



Place Klathmonos à Athènes, dimanche soir, après les premiers résultats du vote. (Photo Angelos Tzortzinis. AFP)

**RÉCIT** De l'occupation à la dictature des colonels, cette jeune nation est hantée par les divisions qu'elle a vécues depuis son indépendance, en 1830.

Il y avait ceux qui ont choisi le oui, comme Gioanna, 29 ans, qui, drapeau grec en main, autocollant «*Nai*» («oui») et badge européen sur la poitrine, attendait le discours de l'animateur franco-grec de télévision Nikos Aliagas lors d'un meeting, vendredi. «*Je manifeste pour rester dans l'euro et dans l'Union européenne. Il faut signer l'accord. Sinon, qu'aurons-nous ? Un coup d'Etat ? Nous devons accepter les sacrifices exigés*

par les Européens», expliquait-elle tout en s'inquiétant d'un référendum qui «*divise le pays*». Dimitris, professeur à la retraite, milite pour le non. «*Nous ne pouvons pas continuer ainsi, avec des politiques imposées, et signer un accord qui ne fonctionne pas*», se justifiait-il. Deux votes, deux camps, quatre mêmes peurs : division, signature d'un accord déséquilibré, renversement, domination. Elles hantent la mémoire collective grecque, façonnent les clivages politiques et ont resurgi depuis que le Premier ministre, Alexis Tsípras, et son gouvernement ont décidé d'en référer au peuple.

## HÉRITIERS

«*La crainte de la division est très profonde en Grèce. Elle renvoie à la Première Guerre mondiale, lorsque s'affrontaient d'un côté les royalistes pro-allemands et de l'autre les démocrates favorables aux Alliés. Une guerre perdue pour tout le monde au final*», explique l'anthropologue Panagiotis Grigoriou (1). Et un mot revient dans les discussions, «*dichasmos*» («*division*»), souligne l'historien Olivier Delorme (2) : «*Il a servi à qualifier la période 14-18 et renvoie à cette guerre civile larvée.*» Larvée à l'époque, mais réelle entre 1946 et 1949. Elle est le premier exemple d'une insurrection communiste après la Seconde Guerre mondiale. Autant dire que ce fantôme resurgit depuis l'arrivée au pouvoir de Syriza, coalition de gauche radicale devenue parti, structuré autour d'ex-partisans de l'eurocommunisme.

La guerre civile avait commencé par une signature. A Varkiza (12 février 1945), la gauche grecque capitule. «*A ce moment, la gauche accepte de signer contre des garanties sans contenu réel. L'accord devait être équilibré en principe : désarmement [des forces communistes armées] contre amnistie*», explique Delorme. Dans les faits, l'amnistie n'a pas eu lieu : «*Avec cet accord sans engagement ferme de l'autre partie, la gauche signait son arrêt de mort*», signale l'historien. Un traumatisme qui rend encore aujourd'hui difficile pour des politiques, en partie héritiers de cette gauche, d'accepter un texte sans garanties suffisantes. «*Alexis Tsípras n'a pas peur d'apposer sa signature, mais une part de la population craint que la société grecque soit piétinée avec cet accord*», explique le journaliste Babis Kovanis, ancien résistant aux colonels.

«*Dignité*» : ce mot était sur toutes les lèvres après l'élection de Syriza, le 25 janvier. Une dignité qui sortait le pays de la «*domination de la troïka*» (les créanciers de la Grèce : Union européenne, Banque centrale européenne, Fonds monétaire international), comme le répètent les Grecs et le gouvernement en place, alliant Syriza et les Grecs indépendants (parti de droite souverainiste). Une fierté pour cette jeune nation, née en février 1830 après la guerre d'indépendance la libérant de l'Empire ottoman. Mais depuis, son histoire est traversée par de multiples dominations : celle de la royauté imposée, de l'occupation, de l'intervention anglaise de 1946...

## «TANKS»

«*Que les Grecs votent oui ou non, ils savent qu'il y a une domination occidentale sur la Grèce depuis des siècles*», explique Grigoriou. La conséquence est «*un sentiment ambivalent : d'un côté, contre l'abandon de l'UE ou de l'Otan, de l'autre, anti-Bruxelles*». «*A l'époque, nous avions les tanks*, se souvient Kovanis, faisant référence à la dictature des colonels (1967-1974). *Aujourd'hui, nous sommes sous l'égide de Draghi* [président de la BCE, ndlr]. *A l'époque, nous avions la CIA. Maintenant, la troïka.*» Comme d'autres, il dénonce «*un coup d'Etat financier*». La crainte d'un renversement de Syriza par des «*forces extérieures*», qui peut paraître complotiste, se comprend mieux au regard de l'histoire. La démocratie en Grèce est une conquête récente. Et souvent piétinée. «*Ce sont des divisions de classes en réalité*», affirme Grigoriou. D'un côté ceux qui ont quelque chose à perdre et de l'autre ceux qui peuvent tirer profit de l'état de domination dans lequel est placé le pays. Dans tous ses discours depuis l'annonce du référendum, Tsípras l'a répété : «*Notre seule peur est la peur.*»

(1) Panagiotis Grigoriou, la Grèce fantôme, Fayard.

**Fabien PERRIER Correspondance à Athènes**

# 18 COMMENTAIRES

 **fabienp**

95 suivent la conversation



				Suivre	Partager	Poster
--	--	--	--	--------	----------	--------

Votre commentaire apparaîtra dès validation par le modérateur (généralement en moins de 30 minutes).

Cet espace est réservé aux commentaires sur cet article. Vous souhaitez discuter d'autres sujets ? Rendez-vous sur nos forums thématiques. Merci de respecter notre charte.

[Plus récents](#) | [Plus anciens](#) | [Top commentaires](#)

**NESTOR 6 JUILLET 2015 À 10:0**

En Grèce, si on est riche on paye pas d'impôt; si on a un problème juridique, pas la peine de s'adresser à la Justice, elle est aux abonnés absents; si on a une bonne idée pour faire quelque chose, il vaut mieux déjà émigrer, avant que les syndicats refusent de faire tourner l'usine. Allez, soyez gentils, on vous coûte pas cher, et il y va de notre orgueil de ne pas faire de réformes, dans l'immédiat, ça fait 50 ans qu'on essaye.

**J'AIME RÉPONDRE**

**EROC 6 JUILLET 2015 À 8:13**

«*Que les Grecs votent oui ou non, ils savent qu'il y a une domination occidentale sur la Grèce depuis des siècles*», explique Grigoriou.

Comment peut-on dire une chose pareille d'un pays qui s'est libéré de la domination ottomane, symboliquement entamée en 1453, mais en réalité datant de bien avant, donc depuis des siècles, qui s'est libéré de cette domination en 1830, grâce à l'aide occidentale (et russe, solidarité orthodoxe) ???

Rappelons que la Grèce, dès 1944, est placée, par un accord Staline-Churchill, dans la zone d'influence britannique (avec la Turquie, il s'agit pour l'Occident de contrôler l'accès à la Méditerranée), c'est sur ordre de Moscou (qui doit "digérer" ses nouvelles conquêtes, jusqu'au coeur de l'Allemagne) que le Parti Communiste Grec accepte le désarmement.

Le chef de la résistance communiste, Aris Velouchiotis, refuse ce diktat, mais dans l'intérêt de toutes les parties concernées, à l'exception de la sienne, il se "suicide" à la grenade (on soupçonne le NKVD de Staline).

**J'AIME RÉPONDRE**

**UN.PASSANT 5 JUILLET 2015 À 23:43**

Tiens, on n'a pas le droit de dire qui est Panagiotis Grigoriou.

**1 J'AIME RÉPONDRE**

**UN.PASSANT 5 JUILLET 2015 À 23:42**

«Après le refus des règles du jeu de la zone euro, tel qu'il s'exprime par le vote "non", des négociations sur des programmes d'aide chiffrés en milliards paraissent difficilement imaginables», a déclaré le vice-chancelier du gouvernement d'Angela Merkel

Rappelons que Siegmar Gabriel est social-démocrate.

1  J'AIME RÉPONDRE

**UN.PASSANT 5 JUILLET 2015 À 22:40**

" La Grèce va demander à la BCE de relever le plafond de ses aides d'urgence aux banques"

Ils nous crachent au visage mais n'oublie pas de nous demander de l'argent

1  J'AIME RÉPONDRE

**GINOBO 6 JUILLET 2015 À 10:5**

[@un.passant](#)

Ton petit pognon n'est pas concerné, n'avale pas tout ce qu'on te propose... Tu te craches dessus tout seul, et face au vent, c'est sûr...

J'AIME RÉPONDRE

**ARM18 5 JUILLET 2015 À 22:39**

Libération est pour la soumission du peuple Grecque a la troika, a l'europe. Libération est maintenant un journal de propagande liberale au service de nos elites corrompus. Voila ce qui arrive quand nous laissons les grands groupes controller nos medias! Vive le peuple grecque! Vive Podemos!

2   J'AIME RÉPONDRE

**MELUSINE7 5 JUILLET 2015 À 22:36**

Tsipras a vaincu la sphinge allemande.

1  J'AIME RÉPONDRE

**UN.PASSANT 5 JUILLET 2015 À 22:49**

[@melusine7](#) La sphinge allemande.

Surprenant et intéressant. Félicitations.

J'AIME RÉPONDRE

**MATMAX 5 JUILLET 2015 À 22:23**

Et un article de propagande européiste un...

1  J'AIME RÉPONDRE

**ABALOLIGARCHIE 5 JUILLET 2015 À 21:45**

Remettre ce référendum dans un fil historique est une bonne idée.

En 1789, les manifestants réclamaient du pain en France.

En 2015, 3,5 millions de français sont sans emplois et 2,5 millions sont employés à peine quelques heures. Soit 6 millions de personnes dans l'incapacité de vivre dignement.

En 1789, l'impôt allait à une royauté pour financer les guerres à l'extérieur et les duchés à l'intérieur.

En 2015, l'impôt français refinance les banques et redistribue le peu de croissance aux seules entreprises.

Manquerait plus que les boulangeries ferment. Les français réclameraient du pain et les médias parleraient de brioches.

2   J'AIME RÉPONDRE



**UN.PASSANT 5 JUILLET 2015 À 23:44**

[@abaloligarchie](#) oui mais qui est Panagiotis Grigoriou ?

J'AIME RÉPONDRE



**ABALOLIGARCHIE 5 JUILLET 2015 À 23:56**

[@un.passant](#)

Vous évoquez certainement Papendréou.

Celui qui a mimé l'étonnement une fois élu en criant au loup tout en courbant l'échine face aux financiers.

Une fausse gauche qui ne faisait que passer

J'AIME RÉPONDRE

*This comment has been deleted*



**STEROL 5 JUILLET 2015 À 21:52**

[@Leon\\_Philippe](#)

Raisonnement un peu court :

- 1) la livre sterling s'est adossée au dollar américain
- 2) la GB est un grand pays industriel.

La Grèce n'est qu'un mendiant teigneux et sans ressources.

1  J'AIME RÉPONDRE



**SYNERGIE\_2 5 JUILLET 2015 À 22:3**

[@sterol](#)

Non. La GB n'est pas un grand pays industriel. Ou plutôt elle ne l'est plus depuis qu'elle a abandonné son secteur secondaire au profit du secteur financier.

Non. La Grèce n'est pas un mendiant teigneux et sans ressources. Mais vous, par contre semblez l'être - teigneux et sans ressources argumentées .

**GINOBO 6 JUILLET 2015 À 10:9**

[@sterol](#) [@Leon Philippe](#)

L'UK un grand pays d'industrie ?!... Tu a zappé les années de Thatcher-Boulba... Une place-forte financière sans doute, mais l'industrie !!... Sinon, la France et l'Italie ont plus de ressources que la Grèce?...

J'AIME RÉPONDRE

**CDGG 6 JUILLET 2015 À 10:16**

[@ginobo](#)

le % du PIB dans l'industrie est supérieur en GB à celui de la France (qui certes est un pays en voie de tertiarisation)

Pour en revenir à la Grèce, leur problème c'est qu'ils ne fabriquent RIEN. donc outre le problème de construire un état moderne (pas clientéliste et qui fait payer des impôts) il faut aussi construire une économie viable.

Pas gagné c'est le moins qu'on puisse dire

Surtout si en plus les Grecs refusent de participer en évoquant des chimères (1830 c'est quand même loin. Quant on voit que leur ligne de défense c'est de réclamer à la RFA l'argent pris par les nazis, on se dit qu'ils ont toujours pas compris le problème : même si on leur faisait cadeau de toute leur dette, dans 10 ans ils se retrouveraient dans la même merde car gabegie + aucune production = faillite)

J'AIME RÉPONDRE

**SYNERGIE\_2 5 JUILLET 2015 À 21:53**

[@Leon Philippe](#)

"Sans trop savoir ce qu'il subit"

Je pense qu'avec une baisse de 25% de PIB et une hausse de 43% du taux de mortalité infantile (pour ne prendre que ces exemples), les Grecs savent à combien ce qu'ils subissent.

Par ailleurs, il n'a jamais été question de revenir à la drachme. Ce sont les propagandistes médiatiques, UMP ou PS qui le disaient.

En outre, les traités ne prévoient rien de précis sur une sortie de la zone euro.

1  J'AIME RÉPONDRE